



Photo: Conrad van de WERVE

ENTRE CERCLE FAMILIAL ET CADRE SCOLAIRE

VOYAGE AU CŒUR DES RELATIONS FAMILLES-ÉCOLE

Familles et école ne tirent-elles plus (toujours) dans le même sens ? Jusque dans un passé pas si lointain, il semblait y avoir une alliance naturelle entre elles. Avec la transformation des familles, une communauté de conception et de représentation serait en train de disparaître, selon **Marie-Claude BLAIS**. La philosophe considère que l'investissement très grand sur l'épanouissement de l'enfant à l'intérieur des familles se fait parfois au détriment de la dimension collective. **Aboude ADHAMI** fait une analyse comparable pour le public adolescent.

Quelle juste place pour chacun des acteurs ? Comment co-éduquer en préservant sa place spécifique ? Les deux grands conférenciers de cette 10^e Université d'été de l'Enseignement catholique amènent une série de pistes de réflexion.

Étienne MICHEL, pour sa part, rappelle que si des politiques de soutien sont nécessaires, il faut également responsabiliser les familles. Dans les pages qui suivent, nous vous proposons aussi des témoignages ainsi que des approches plus spécifiques travaillées en ateliers, à savoir : comment se comprendre lorsque familles et école ne parlent pas la même langue, ou comment faire retrouver le chemin de l'école à des élèves en décrochage. Bonne lecture ! ■

ENJEUX
REGARDS CROISÉS

EXPERT
L'ÉDUCATION EST-ELLE POSSIBLE
SANS LA FAMILLE ?

ATELIERS
NOUS, PARENTS, L'ÉCOLE DONT
NOUS RÊVONS...
L'ACCROCHAGE SCOLAIRE :
UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE
CHAQUE LANGUE DESSINE UN MONDE

PRATIQUES
AU QUOTIDIEN...

CONCLUSIONS
DÉPASSER LES CONSTATS

enjeux

REGARDS CROISÉS

Comment famille et école peuvent-elles co-éduquer tout en préservant chacune leur territoire spécifique ?

Entretien croisé avec Marie-Claude BLAIS, philosophe de l'éducation, maître de conférences à l'Université de Rouen et Aboude ADHAMI, psychothérapeute et professeur de psychologie clinique à l'Institut libre Marie Haps¹.

Marie-Claude BLAIS, vous estimez qu'à défaut d'un pilier partagé par les familles et l'école, l'éducation risque de devenir vraiment impossible. Quel pourrait être ce pilier partagé ?

Marie-Claude BLAIS (MCB) : Ce « pilier partagé » est celui qu'on a pu observer pendant une période assez longue de mise en place de l'école obligatoire qui a correspondu avec la naissance de la famille moderne. Autant dans la famille que dans l'école existait une conception commune de l'éducation, même si les rôles et les tâches spécifiques de l'une et l'autre étaient différents. Cette éducation visait à développer toute la personnalité de l'enfant, à lui apprendre l'autonomie et la liberté, mais dans la perspective de son intégration dans une vie collective et dans des institutions. C'est cette communauté de conceptions et de représentations qui semble disparaître aujourd'hui. Elle n'est plus présente en particulier parce que, du fait des mutations des familles, on observe un investissement très grand sur le présent et sur l'épanouissement de l'enfant à l'intérieur de la famille, au détriment de la dimension du futur de l'enfant et de la dimension collective de sa vie.

Que peut-on faire face à ce grand écart ?

MCB : Je pense qu'il y a un travail de réflexion collective à mener (qui dépasse d'ailleurs les familles et l'école) sur la question de l'éducation, parce que celle-ci est vraiment l'élément nécessaire à la survie d'une société et à sa continuité. On sent bien aujourd'hui qu'elle est tellement fragilisée que l'on peut aller vers une sorte d'incapacité de la société à transmettre aux enfants ce qui leur permettra de continuer la vie du groupe. Je pense qu'on peut tous collaborer à la réflexion, parents, école et médias. Ces derniers jouent, en effet, un grand rôle dans cette individualisation et cette limitation des perspectives au présent et au privé, en exaltant

la dimension du plaisir et en niant les institutions. Il y a et il y aura toujours des institutions, parce qu'elles garantissent notre liberté. En particulier, la sphère politique. Mais on constate une espèce de déni. On ne veut pas les voir, on ne les reconnaît pas. Et c'est ce déni qu'il faut surmonter.

Pourquoi cette relation école-familles est-elle si difficile à établir ?

Aboude ADHAMI (AA) : Elle est difficile, justement, parce qu'on est dans une période de crise du modèle familial traditionnel. Ça a commencé par la question de la maîtrise des naissances : le fait d'avoir un enfant quand on le désire, d'avoir l'impression de maîtriser son corps, de distinguer procréation et sexualité... Petit à petit, il y a une sorte de fragilisation des liens à l'intérieur de la famille en relation avec la mise en avant de la question amoureuse : aimer l'autre, se trouver dans une liberté de poser des choix. Tout cela est extrêmement positif, mais a des conséquences sur la question éducative des enfants. De mon point de vue, l'adolescence est un moment charnière où il faut quitter, d'une certaine manière, la sphère familiale pour se coltiner un tout petit peu la sphère sociale, et l'école a un rôle très important dans ce cadre-là. Donc, quand la famille est omniprésente à l'école, l'adolescent qui essaie de trouver un espace propre se retrouve confronté à sa famille. D'une certaine manière, ça fragilise sa prise d'indépendance. Et donc, la sortie adolescente vers l'espace public n'a plus lieu, ou de moins en moins. On parle de l'individuation. Moi, je rencontre des adolescents qui ont très envie de se retrouver ensemble, de faire groupe. Là où je suis critique, c'est que je trouve que l'espace social, aujourd'hui, ne s'ouvre pas.

Vous pouvez préciser ?

AA : Les adultes ont très peur des jeunes qui se rassemblent, qui ont des idées et qui ont envie, d'une certaine

manière, de se retrouver dans l'espace social. Comme ce dernier est extrêmement méfiant par rapport à cette crise adolescente, mon hypothèse est qu'aujourd'hui, l'école en est le dernier rempart. C'est le seul lieu institutionnalisé où on a encore des jeunes qui sont dans une obligation d'être ensemble. Ils sont en groupe face à un adulte qui fait office, d'une certaine manière, de passeur du champ social. Et c'est là que se déploie la crise de confrontation entre les générations. J'é mets l'idée que si l'école se fragilise, deux institutions risquent de prendre le relais : la justice ou la psychiatrie. Je perçois une augmentation de la crise adolescente. De plus en plus fréquemment, cette crise n'est contenue ni au sein de la famille, ni au sein du social. Elle se retrouve soit à l'hôpital, soit dans des centres où il faudrait faire une autre éducation de nos jeunes.

Dans cette relation école-familles, certains acteurs commettent-ils des fautes ?

AA : Je ne parlerais pas de fautes. En tout cas, il est important qu'il y ait un regard attentif de part et d'autre. Tout lien passe par des séparations, des rencontres, des idées, des interprétations. Marie-Claude BLAIS faisait référence, dans sa conférence, à une auteure américaine qui disait : « *La manière dont les parents parlent de l'institution est, pour moi, fondamentale* ». Effectivement ! Quand vous avez des parents extrêmement critiques par rapport aux institutions et qui disent, par exemple : « *On s'en fout de la police !* » quand ils conduisent et dépassent les limites de vitesse, cela pose vraiment question. Que dire du langage utilisé à l'égard d'autres institutions comme la justice... C'est extrêmement difficile, pour des enfants, de réinvestir l'institution dans ce discours.

Vous rejoignez ce qui vient d'être dit...

MCB : On est tout à fait d'accord là-dessus. Nous connaissons une crise

... DU FAIT DES MUTATIONS DES FAMILLES, ON OBSERVE UN INVESTISSEMENT TRÈS GRAND SUR LE PRÉSENT ET SUR L'ÉPANOUISSEMENT DE L'ENFANT À L'INTÉRIEUR DE LA FAMILLE, AU DÉTRIMENT DE LA DIMENSION DU FUTUR DE L'ENFANT ET DE LA DIMENSION COLLECTIVE DE SA VIE.

IL Y A UN TRAVAIL DE RÉFLEXION COLLECTIVE À MÈNER SUR LA QUESTION DE L'ÉDUCATION, PARCE QUE CELLE-CI EST VRAIMENT L'ÉLÉMENT NÉCESSAIRE À LA SURVIE D'UNE SOCIÉTÉ ET À SA CONTINUITÉ.

LA RELATION FAMILLES-ÉCOLE EST DIFFICILE, JUSTEMENT, PARCE QU'ON EST DANS UNE PÉRIODE DE CRISE DU MODÈLE FAMILIAL TRADITIONNEL.

L'ADOLESCENCE EST UN MOMENT CHARNIÈRE OÙ IL FAUT QUITTER LA SPHÈRE FAMILIALE POUR SE COLTINER UN TOUT PETIT PEU LA SPHÈRE SOCIALE, ET L'ÉCOLE A UN RÔLE TRÈS IMPORTANT DANS CE CADRE-LÀ.

UN ENFANT NE PEUT PAS TROUVER SA PLACE DANS UNE SOCIÉTÉ ET NE PEUT PAS ÊTRE ÉDUQUÉ SANS AVOIR UNE REPRÉSENTATION POSITIVE DES INSTITUTIONS.



très profonde. Le pilier partagé pourrait être le respect des institutions de la part des familles et de la part de la société en général. Le pire, c'est qu'on est complètement schizophrène par rapport à cela, parce qu'on sait très bien qu'on a besoin des institutions. Prenons l'exemple de la police. Nous avons besoin de sécurité, mais on passe son temps à la dénigrer. Et les médias ont une responsabilité sur ce plan-là. L'école, elle aussi, est souvent tournée en dérision... Un enfant ne peut pas trouver sa place dans une société et ne peut pas être éduqué sans avoir une représentation positive des institutions. Maintenant, concernant l'intervention des parents dans l'école, je partagerais volontiers la position d'Aboude ADHAMI, parce que je pense aussi que cette connivence difficile mais réelle entre les parents et l'école est liée à une certaine confiance des familles face à l'institution. Notre place n'est pas à l'école. Ce n'est pas de notre responsabilité, ce qui est du ressort de l'école. L'adolescent a besoin

d'un espace de vie entre pairs, de vie collective associative, de ne plus être sous l'emprise des parents.

Comment s'en sortir, finalement, entre une sphère familiale qui cherche à protéger l'enfant et le cadre scolaire qui, lui, instaure rythme et règles ?

AA : Je trouve que c'est une chance extraordinaire d'être en crise par rapport à ces questions-là. On n'a jamais autant débattu de la question de la scolarité, du sens de l'école... Je trouve, par exemple, qu'internet ne peut pas être concurrentiel par rapport à l'école. Actuellement, nos enfants ont accès à un savoir beaucoup plus facilement, mais ce savoir-là doit être accompagné. Le savoir actuel est disponible... mais comment s'initie-t-on ?

Il me semble que l'école doit penser à cette question de l'initiation. Nos adolescents sont soumis à l'obligation d'aller à l'école et d'être enfermés pendant 8h avec des profs qui défilent

avec le savoir et la transmission du savoir telle qu'elle a été conçue jusqu'à présent. Selon moi, l'école doit penser très positivement à la manière d'initier quelque chose par rapport à un savoir qui est libéré. C'est un chantier important... mais c'est une chance. ■

ENTRETIEN GUY SELDESLAGH
ET CONRAD VAN DE WERVE

1. Ils étaient les deux grands conférenciers de cette Université d'été 2014. Marie-Claude BLAIS vient de signer avec Marcel GAUCHET et Dominique OTTAVI *Transmettre, Apprendre*, paru aux Éditions Stock.



Suite de cet entretien dans le prochain numéro d'entrées libres. Il est disponible sous forme de vidéo sur notre site (voir ci-dessous). Cet entretien est également relayé en radio sur RCF (émetteurs de Bruxelles et Liège).

TRACES

Retrouvez les traces de l'Université d'été sur notre site <http://enseignement.catholique.be> > Traces Université d'été. Vous y trouverez des captations vidéo des conférences, des interviews en vidéo, des comptes-rendus d'ateliers et les textes reprenant les principales interventions.

expert

L'ÉDUCATION EST-ELLE POSSIBLE SANS LA FAMILLE ?

En guise d'écho à la conférence de Marie-Claude BLAIS, nous en avons épinglé ci-après quelques brefs extraits. Morceaux choisis.

■ « La famille d'aujourd'hui est plébiscitée par tous, les adultes et les jeunes. (...) Il y a une espèce de consécration de l'idéal d'épanouissement de l'enfant comme des adultes dans le cadre d'une famille non répressive. On voit le changement quand on sait que dans les années 60, le slogan majoritaire c'était : « Familles, je vous hais » ! Aujourd'hui, c'est : « Familles, je vous aime » ! Dans le même temps, l'éducation scolaire est devenue de plus en plus problématique. Il y a des phénomènes d'accès massif à l'enseignement qui représentent un progrès énorme, mais qui font qu'on est confronté à des difficultés nouvelles, puisque les enfants des familles populaires accèdent à cette institution scolaire. Mais c'est plus que cela. On constate des phénomènes de rejet, de phobie scolaire, d'absentéisme, de stigmatisation des bons élèves, face auxquels on est obligé de s'interroger. Un quart de la jeunesse a du mal et manifeste une opposition par rapport à l'école. »

■ « Non seulement l'école n'arrive pas à répondre à sa mission de transmission des connaissances, mais elle accroît la distance entre les enfants des familles favorisées et ceux des familles populaires. Elle n'arrive pas à répondre à sa mission de justice sociale, c'est-à-dire de faire en sorte que tous les enfants accèdent à l'émancipation et puissent réaliser leur projet de vie en fonction de leurs aptitudes en se détachant des contraintes de milieu. Cet accroissement des inégalités est probablement aussi en relation avec les attitudes des familles par rapport à l'institution scolaire. (...) L'école rêvée par les parents, c'est celle du bonheur, celle qui vise l'épanouissement au présent de l'enfant, et surtout l'école qui s'adresse à la singularité de chaque enfant, qui prend en compte ses particularités, ses possibilités personnelles, etc. Ceci est tout à fait compréhensible et louable, mais le problème, c'est que l'école a une spécificité : elle met en place une vie collective et elle amène les enfants à essayer de dépasser leur

singularité pour arriver à ce qu'on pourrait appeler un être universel, c'est-à-dire quelqu'un qui peut faire abstraction temporairement de ses désirs, de ses souhaits, de ses particularités pour apprendre à se comporter comme un être humain parmi d'autres êtres humains, et s'intéresser à quelque chose qui est partagé par un collectif dans lequel ils vont arriver à s'insérer. »

■ « L'enfant, dans ces familles dites nouvelles, recomposées, a une place centrale. Il est, comme le disent certains, le pivot de la famille. Elle se constitue autour de lui. Les parents sont séparés, vivent ailleurs avec de nouveaux conjoints, mais ils sont toujours les parents de leurs enfants. (...) L'enfant consacre la famille comme un lieu social distinct, qui réalise des valeurs spécifiques porteuses d'accomplissement personnel et qui revendique d'autant plus la prééminence sur les valeurs de la sphère publique. C'est même la source des pressions exercées par les familles sur l'institution scolaire au nom des valeurs qui lui sont propres. En vertu de cette valorisation de l'enfant aujourd'hui, de ce surinvestissement fantasmatique – l'enfant est devenu, finalement, l'image mythique de ce que l'adulte voudrait ou aurait voulu être (...) –, on impose à l'école l'image que l'on a du bonheur de cet enfant, sans prendre en compte les orientations de l'institution. »

■ « Il y a une injonction officielle à faire entrer l'informatique dans l'école, et en même temps, les enseignants ont le sentiment que cet outil va, en gros, supprimer leur métier. (...) Le fantasme attaché à ce nouveau média, c'est que les enfants vont pouvoir apprendre quand ils le voudront, de manière individuelle, en réponse aux besoins du moment, et tout cela dans le plaisir et sans obligation ni sanction. (...) Tout le travail de réflexion sur internet, et de réflexion avec les parents, consiste à montrer que la prise d'information ne constitue pas une connaissance, un apprentissage. (...) Contrairement à ce qu'on laisse entendre : « On n'a plus



DANS LES ANNÉES 60, C'ÉTAIT : « FAMILLES, JE VOUS HAIS » ! AUJOURD'HUI, C'EST : « FAMILLES, JE VOUS AIME » !

besoin d'enseignants, ni d'école », on en a encore plus besoin pour donner aux élèves les outils pour faire le lien entre toutes ces informations, pour les mettre en cohérence, pour les interroger, pour les problématiser, tout simplement pour les comprendre, les lire, etc. Le rôle de l'école s'en trouve renforcé de manière énorme, de même qu'il est renforcé dans la famille. C'est pour ça que les deux institutions vont avoir à se concerter et à se coordonner. » ■

ateliers

Neuf ateliers ont permis aux participants de creuser les relations entre école et famille. Voici un écho de trois d'entre eux.

NOUS, PARENTS, L'ÉCOLE DONT NOUS RÊVONS...

« Nous avons choisi l'école d'Odilon en fonction d'une série de critères : la proximité avec notre domi-

Plusieurs parents ont témoigné au cours d'un atelier animé par la journaliste **Jacqueline LIESSE**. Parmi eux, ceux du petit Odilon, qui fréquente l'école maternelle.

cile, le souhait que notre fils puisse s'y faire des copains du quartier, la possibilité d'y aller à pied ou à vélo, et qu'à terme, Odilon puisse s'y rendre et en revenir seul. Nous voulions aussi que ce soit une école catholique. Globalement, nous sommes contents de cet établissement, mais certaines choses nous ont tout de même interpellés concernant les collations et les repas, par exemple, ou les réponses à nos questions. Odilon est né en décembre. Nous interrogeons donc régulièrement son institutrice sur son évolution, sur les compétences lui permettant de passer dans l'année suivante, etc. Il nous semblait qu'elles étaient perçues comme des critiques masquées, et que l'enseignante n'était pas très à l'aise pour nous répondre. Elle nous répétait : « Ça va bien ! », sans plus de précisions. À la fin de la 1^{re} maternelle, le 30 juin, l'institutrice nous annonce que notre fils ne passera pas en 2^e. Motif : il manque de maturité, il est stressé par le travail sur feuille, etc. C'est la première fois qu'on nous tient

ce discours-là ! Nous sommes très surpris et déçus. S'il y avait des soucis concernant Odilon, nous aurions voulu en être avertis et pouvoir en parler. Le fait de ne pas passer en 2^e n'était pas un problème en soi, mais Odilon était très attristé de quitter son groupe de copains. Nous sommes allés voir le directeur, qui n'était pas au courant de la décision, ce qui nous a beaucoup étonnés.

Pendant les deux mois de vacances, nous avons parlé avec notre fils et nous l'avons préparé à la situation. Le 1^{er} septembre, Odilon fait donc sa rentrée en 1^{re} et l'après-midi, surprise : il est en 2^e ! Situation dont le directeur n'est toujours pas au courant, puisque c'est nous qui la lui annonçons. Il se fait qu'il y a eu plus d'inscriptions que prévu en 1^{re}, et qu'il a donc fallu basculer les plus grands de 1^{re} en 2^e. On se demande si on est là dans l'accompagnement de notre enfant, ou dans la gestion des flux d'élèves ! » ■

MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE

L'ACCROCHAGE SCOLAIRE : UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

Qu'entend-on par décrochage scolaire, et comment faire retrouver aux élèves le chemin de l'école ? Trois questions à **Benoit GALAND**, professeur de psychologie et des sciences de l'éducation (UCL), qui intervenait dans un des ateliers¹.

Qu'entend-on exactement par décrochage scolaire ?

BG : Il n'y a pas vraiment d'accord sur la définition, mais la plus courante, c'est celle utilisée sur le plan administratif et qui est le fait de ne pas avoir de diplôme. Exemple : vous avez 25 ans et vous n'avez pas de diplôme de l'enseignement secondaire supérieur, et vous n'êtes pas inscrit dans une formation. Ce phénomène de décrochage existe depuis qu'il y a l'obligation scolaire, mais paradoxalement, il y en a moins qu'avant. On en parle davantage parce qu'on considère, plus aujourd'hui qu'hier, que c'est un problème.

De quoi le décrochage scolaire est-il le reflet ?

BG : Il y a des tas de causes possibles au décrochage, que ce soit une grosse précoce, une maladie, la volonté

d'aller plus rapidement vers un emploi rémunéré, des problèmes familiaux, de racket, l'implication dans un trafic de drogue...

Le décrochage peut évidemment être lié à la scolarité : des échecs répétés, des conflits avec les enseignants... On est face à des situations qui sont toutes un peu uniques. En tout cas, on n'a pas de réponse-type qui convienne à tous les cas. Il faut vraiment regarder à chaque fois ce qui se passe, parce qu'il y a vraiment une série de facteurs qui entrent en jeu.

Peut-on malgré tout envisager des pistes de solutions qui pourraient s'appliquer dans des situations différentes ?

BG : Ce qui compte avant tout, c'est l'expérience scolaire des jeunes : est-ce qu'au quotidien, vous trouvez du sens dans votre école ? Croyez-vous que c'est encore possible ? C'est cela

qui, au final, va faire la différence. Une série de pistes, dans le rapport avec les familles, me paraissent intéressantes à creuser.

Comment accueille-t-on les familles ? Comment travaille-t-on avec elles ? Certaines écoles vont parfois jusqu'à effectuer des visites à domicile. On peut également trouver des lieux intermédiaires (CPMS, AMO², etc.). Bref, un partenariat avec les familles a tout à fait son sens, selon moi ! ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PAUL DE THEUX

1. Extrait d'une interview vidéo disponible sur <http://enseignement.catholique.be> > Traces Université d'été

2. Service d'aide en milieu ouvert



Benoit GALAND

Photo: Stéphane VANOIRBECK

CHAQUE LANGUE DESSINE UN MONDE

C'est en s'appuyant sur une série d'éléments fournis par les enquêtes PISA, notamment les comparaisons entre jeunes de souche et jeunes issus de l'immigration, que Dany CRUTZEN¹ a entamé, avec un dynamisme qui faisait plaisir à entendre, l'atelier intitulé « Chez moi, on parle une autre langue ! ».

De ces éléments, on peut tirer une conclusion déterminante, explique-t-elle : les problèmes scolaires des jeunes d'origine étrangère et/ou de milieu défavorisé semblent moins porter sur la question de la langue que sur le niveau socio-économique qui est le leur et la ségrégation scolaire qu'ils subissent. Comment l'école les regarde-t-elle ? Leur reconnaît-elle des compétences en-dehors des codes scolaires ? Et D. CRUTZEN de pointer une série de malentendus qui compliquent sérieusement l'apprentissage scolaire : la débrouillardise qui passe pour de la tricherie, le fait de détourner le regard pour ne pas défier l'autorité interprété comme de la sournoiserie, un mode de fonctionnement familial de type patriarcal, une culture où on dit les choses en face, etc.

UNE AUTRE LANGUE, MAIS LAQUELLE ?

Aux difficultés déjà évoquées, il faut ajouter le fait que ce qui touche à la langue dépasse de très loin les simples compétences langagières. Un grand nombre d'éléments conditionnent la manière d'entendre, de parler, de construire une phrase : le caractère transgressif de certains milieux sociaux (on revendique de faire autrement que la norme dominante), le stress lié à un exil subi après des traumatismes dus à la guerre (qui détruit

certaines connexions neuronales), les spécificités des autres langues (l'arabe, par exemple, est très argotique, diffère d'une ville à l'autre, permet de modifier les sons et les mots), la manière dont, dans telle culture, on envisage le rapport au temps et à l'espace ou le masculin et le féminin, etc.

« Chez moi, on parle une autre langue ! » prendra donc un tout autre sens selon qu'il s'agira d'un primo-arrivant qui a grandi avec sa langue maternelle (structurée ou pas), d'un héritier de la 1^{re}, 2^e ou 3^e génération, ou même d'un petit Belge qui, dans le fond de Seraing, ne parle pas le même français que celui enseigné à l'école. Pour développer les compétences langagières, surtout dans une langue qui n'est pas la langue maternelle, insiste D. CRUTZEN, il faut énormément travailler sur le langage non-verbal, en particulier sur les questions de rythme.

QUE FAIRE POUR BIEN FAIRE ?

La bonne nouvelle, c'est que ni le bilinguisme, ni le plurilinguisme ne sont la cause de difficultés particulières. L'enfant peut pratiquer plusieurs codes simultanément, moyennant quelques conditions (la principale : ne pas mélanger les langues). Autre élément positif : il existe un système de représentation commun aux différentes langues, sur lequel on peut s'appuyer. Une pédagogie qui tient compte des différents

profils apprenants donne de bons résultats, surtout quand on sait que le taux de stress lié à un vécu dramatique, à l'intégration socio-économique de la famille, ou au sentiment d'exclusion, ne favorise évidemment pas les conditions d'apprentissage.

Évoquant encore une série d'autres bonnes pratiques, D. CRUTZEN, en conclusion, a exhorté tout un chacun à changer de regard. « Les élèves, les familles, ne sont pas assez regardés dans ce qu'ils sont capables de faire. Ils sont réduits à un manque par rapport à des normes », a-t-elle déploré. S'il est clair pour elle que l'école doit rester l'école, elle insiste aussi sur l'intérêt d'une co-éducation avec les familles et sur l'importance, pour les enseignants, d'être capables de repérer où se trouvent les dissonances possibles et d'aider l'élève (enfant, jeune ou adulte) à dépasser ce cap à partir de ses propres représentations, et non des nôtres. ■

MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE

1. Licenciée en philologie romane, elle a notamment enseigné le français langue étrangère et l'espagnol, et été chercheuse en Psychologie et Sciences de l'Éducation. Elle est aujourd'hui responsable de projet au DISCRI (Dispositif de soutien aux centres régionaux pour l'intégration en Wallonie).

Vous trouverez des échos d'autres ateliers dans notre numéro d'octobre.



Photos: Stéphane VANORBECK



Quels rapports entre l'école et la famille ? Nous vous donnons la parole.

■ Chantal GILET, enseignante à l'Institut Saint-Roch de Spa :

« Il est difficile de concilier la vision des parents de nos élèves du professionnel avec les réalités de l'école et du milieu du travail. Les parents ne voient que leur enfant et leurs propres règles. L'important est le dialogue et d'essayer de leur expliquer qu'on n'est pas contre eux ou contre leurs enfants, en leur montrant qu'on veut les accueillir comme de vrais partenaires. »

■ Ghislain CARLIER, responsable de la formation initiale des enseignants à l'UCL :

« L'école doit retrouver une aura, une mission importante identifiable par les parents. Si elle parvient à donner du plaisir en transmettant la passion pour aboutir à des compétences, elle retrouvera un rôle structurant. L'école doit procurer du plaisir, pour que l'apprenant ait envie d'approfondir. L'enseignant a, dès lors, une mission extraordinaire dans la transmission de sa passion pour l'apprentissage à réaliser. »

■ Michel GERARD, conseiller pédagogique :

« La césure entre la cellule familiale et l'école est bien marquée. L'entité familiale est recroquevillée sur elle-même. C'est un endroit de liberté, mais qui s'exprime difficilement par rapport à l'école. Les parents souhaiteraient que cette liberté se trouve aussi à l'école, mais celle-ci a d'autres préoccupations et d'autres objectifs. Concilier les deux n'est pas simple. Quand j'étais

enseignant, les parents n'étaient pas présents du tout. Seuls, ceux d'élèves n'ayant pas trop de difficultés assistaient aux réunions. Comme il s'agissait d'élèves qui avaient en majorité des problèmes, cela ne facilitait pas l'approche de l'école par les parents. »

■ Carine DEBAISIEUX, enseignante à l'Institut de la Sainte-Union à Dour :

« Dans mon école, je coordonne une section d'accrochage scolaire. Je constate que les élèves qu'on y accueille viennent très souvent d'un milieu socioculturel démunis, défavorisés. C'est un défi de se demander comment on peut faire venir les parents à l'école, parce qu'ils n'y viennent pas. On arrive à faire de super progrès avec ces jeunes pendant la période scolaire, mais après un congé, tout est à recommencer. L'an dernier, on a essayé de mettre en place des rencontres avec les parents. On a organisé une réunion de travail, mais sur 45 élèves, seuls trois étaient représentés ! »

■ Anne-Geneviève LETOR, directrice du Collège Sainte-Marie à Mouscron :

« Je suis régulièrement confrontée aux problèmes de parents qui n'acceptent pas les réactions de l'école vis-à-vis d'un jeune. Je dois souvent justifier des décisions, et cela ne se passe pas toujours très bien. J'ai envie de voir ce que je peux mettre en place avec les éducateurs, avec les enseignants pour faciliter ce contact. Beaucoup d'enseignants me parlent de leurs expériences négatives après une réunion

de parents où ils ont été confrontés à de la violence verbale, qu'ils ne savent pas toujours gérer. Les enseignants devraient peut-être suivre des formations sur ces sujets-là, et on pourrait travailler davantage le partenariat avec une série d'associations qui gravitent autour de l'école (AMO, planning familial, centres PMS...). Finalement, celui qui souffre le plus de cette confrontation école-familles, c'est le jeune. Il est important que l'on puisse trouver une manière de fonctionner. »

■ Marie-Paule MAYON, préfète de discipline à l'Institut Sainte-Marie :

« Pour moi, les relations école-familles sont primordiales : je suis le relai entre les soucis d'école des jeunes et ceux de la famille. Je ressens beaucoup la méfiance des familles par rapport à l'école, surtout celles qui sont défavorisées, socialement et intellectuellement. Elles considèrent que l'école n'est pas pour elles. Les y faire venir est difficile : elles ont peur, parce qu'elles pensent d'office qu'il s'est passé des choses négatives. Elles ne peuvent pas imaginer qu'il s'agit simplement de discuter du projet scolaire de leur enfant. Il y a malgré tout chez nous des projets pour favoriser ces relations : des petits-déjeuners conviviaux avec les parents, l'apprentissage de la cuisine des différents pays, les mamans viennent cuisiner à l'école... » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
BRIGITTE GERARD

conclusions DÉPASSER LES CONSTATS

L'une des conclusions du Congrès de l'Enseignement catholique de 2012, a rappelé Étienne MICHEL en apportant la touche finale de la 10^e Université d'été, était que les relations de l'école avec la famille méritaient de retenir davantage l'attention. Dont acte.



Photo: Bernard DELCROIX

Si depuis l'émergence de l'institution scolaire, il est tenu pour acquis que la famille et l'école se partagent les aspects d'une même tâche d'éducation, cette alliance s'est aujourd'hui en partie rompue du fait de la transformation des familles et de la massification de l'enseignement, a constaté le Directeur général du SeGEC. Certaines familles, par exemple, font de plus en plus porter à l'école le rôle d'inculquer aux enfants les premiers comportements permettant la vie en société. « Pour apporter une réponse appropriée à ce nouveau défi, il importe d'éviter d'entrée de jeu trois attitudes : cultiver la nostalgie d'un passé que l'on sait révolu, nier le problème au nom d'une forme de politiquement correct, laisser croire que l'école serait capable par elle-même d'apporter toutes les réponses aux questions d'éducation », souligne E. MICHEL.

CONSTATS

L'évolution des familles et de leur rôle dans l'éducation constitue une sorte de « trou noir » dans les réflexions et les analyses sur l'évolution de l'enseignement, s'étonne E. MICHEL, qui poursuit : « L'enjeu est pourtant de taille. Marie-Claude BLAIS l'a magistralement évoqué, elle qui, avec le philosophe Marcel GAUCHET, considère

que les conditions de possibilité même de l'éducation pourraient se voir remises en question par certaines évolutions de notre société, en particulier par l'évolution du rapport entre école et famille. »

L'enjeu prend sa pleine dimension si l'on partage un idéal démocratique pour l'école. Les élèves qui grandissent dans des familles assumant pleinement leur mission d'éducation, dont la culture est étroitement articulée à celle de l'école, tirent généralement un plus grand fruit de leur scolarité que ceux dont la famille est disloquée ou dont la culture familiale est plus éloignée de la culture scolaire. Comment améliorer l'articulation famille-école ? E. MICHEL insiste sur un préalable : identifier ce qui constitue le propre de la culture scolaire, qui est, avant tout, de faire accéder à une culture de l'abstraction passant par le rapport à l'écrit. Cet enjeu est d'autant plus considérable que la culture dominante de nos sociétés est de plus en plus centrée sur le paradigme de la consommation. Là où celle-ci prône l'avoir, efface le rapport au temps et à l'espace, incite au zapping et à l'excitation permanente, aplatit toute hiérarchie des contenus culturels au travers de la publicité et de la manipulation des messages, l'école s'efforce, elle, de former des

personnalités capables de ressentir, juger, agir avec les autres sans les instrumentaliser, d'enseigner la position des savoirs dans le temps et l'espace des cultures humaines, de prendre le temps nécessaire aux apprentissages et à la concentration, et de hiérarchiser les savoirs.

ALLER PLUS LOIN

« Comment dépasser ces constats ? », interroge le Directeur général du SeGEC. À l'heure où la Fédération Wallonie-Bruxelles annonce sa volonté de conclure un pacte pour un enseignement d'excellence et insiste sur l'intérêt de renforcer le rôle des parents dans la dynamique éducative, E. MICHEL évoque deux questions concrètes. Est-il possible, dans la perspective tracée par le Gouvernement, de réfléchir à des mécanismes visant à concrétiser la nécessité d'une véritable coéducation des jeunes par leur famille et par les écoles ? À qui incombe la charge de faire respecter l'obligation d'être présent à l'école ? Elle ne peut évidemment pas être assumée par l'école seule. Une manière de responsabiliser les parents sur ce sujet est peut-être à réinventer, conclut-il. ■

MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE